

D'une crise à l'autre
et d'un retour à l'autre :
les Palestiniens du Pérou entre le pays
d'accueil et le pays d'origine

Denys Cuche

Contact •

Denys Cuche, anthropologue, est Professeur des Universités à la Faculté des sciences humaines et sociales – Sorbonne de l'Université Paris Descartes. Il est chercheur au CEPED. Ses recherches actuelles portent sur la migration des Palestiniens et des Libanais en Amérique latine, et plus particulièrement au Pérou.

CEPED, UMR 196 Université Paris Descartes-INED-IRD

denys.cuche@parisdescartes.fr

Citation recommandée •

Cuche D., « D'une crise à l'autre et d'un retour à l'autre : les Palestiniens du Pérou entre le pays d'accueil et le pays d'origine », *Working Paper du CEPED*, numéro 24, UMR 196 CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD, Paris, juin 2012.

Consultable sur <http://www.ceped.org/wp>

CEPED • Centre Population et Développement

UMR 196 CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD

19 rue Jacob, 75006 Paris - France

<http://www.ceped.org/> • contact@ceped.org

Les Working Papers du CEPED constituent des **documents de travail** portant sur des recherches menées par des chercheurs du CEPED ou associés. Rédigés pour une diffusion rapide, ces papiers n'ont pas été formellement relus et édités. Certaines versions de ces documents de travail peuvent être soumises à une revue à comité de lecture.

Les droits d'auteur sont détenus par les auteurs.

*CEPED Working Papers are **working papers** on current research conducted by CEPED-affiliated researchers. Written for timely dissemination, these papers have not been formally edited or peer reviewed. Versions of these working papers are sometimes submitted for publication in peer-reviewed journals.*

Copyrights are held by the authors.

D'une crise à l'autre et d'un retour à l'autre : les Palestiniens du Pérou entre le pays d'accueil et le pays d'origine

*Denys Cuche**

Résumé

Depuis la fin du XIX^e siècle, des Palestiniens immigrent en Amérique latine et, en particulier, au Pérou. Cette migration, qui n'a jamais cessé et qui est surtout le fait de chrétiens, s'explique par une succession de crises en Palestine qui ont débuté sous l'Empire ottoman et qui se sont considérablement aggravées avec la partition de la Palestine. Depuis la création de l'État d'Israël, le retour des émigrants palestiniens dans leur pays d'origine est devenu quasiment impossible. Après les Accords d'Oslo, cependant, certains Palestiniens du Pérou ont cru pouvoir enfin rentrer en Palestine et échapper ainsi à la grave crise économique et politique que connaissait alors le Pérou. Mais la reprise du conflit armé a obligé la plupart de ceux qui étaient rentrés à prendre la décision du retour au Pérou, pays qu'ils considèrent comme leur seconde patrie.

Mots clés

Crise, migration, retour, Palestiniens, Pérou, Palestine, Accords d'Oslo.

Introduction

Sans doute, au préalable, puisqu'il sera question de « crises » dans ce texte, n'est-il pas sans intérêt de rappeler l'étymologie et l'évolution sémantique du terme « crise ». Le mot vient du latin « *crisis* » qui désignait la phase décisive d'une maladie. C'est cette étymologie médicale que l'on retrouve présente dans la première acception du mot dans le français du XIV^e siècle. Le mot véhiculait alors une connotation clairement pathologique mais il comportait une incertitude sur les suites de la crise, elles-mêmes pas nécessairement pathologiques. Dans cette première acception, la crise était un fait individuel. Puis, plus tard, divers glissements de sens se produiront : d'une part le terme pourra désigner un phénomène collectif, d'autre part une crise pourra être aussi conçue comme un état durable, voire quasi-permanent, et non plus seulement comme une « phase » plus ou moins circonscrite dans le temps : la question de la temporalité de la crise change de perspective (Rey, 1998, t. 1 : 952).

Dans ce texte, consacré aux Palestiniens du Pérou, je m'intéresserai moins directement aux crises elles-mêmes qu'aux conséquences de celles-ci. Et, de ce point de vue, ce que j'exposerai ici ne se réduira pas

* CEPED (Université Paris Descartes - Ined - IRD).

à un tableau dramatique. L'analyse sociologique des situations de crise montre que, même si elles sont vécues au départ douloureusement – ce que suggérait déjà implicitement l'étymologie médicale du mot – elles n'engendrent pas dans tous les cas que des drames. Du moins, c'est ce qui apparaît si l'analyse porte sur le long ou même sur le moyen terme.

Quand il est question des Palestiniens et de crise, on pense spontanément à « la » crise historique majeure qu'a connue ce peuple et que lui-même a appelée la « *Nakba* », terme qui signifie en arabe « la catastrophe » et qui désigne l'expulsion de Palestine de plus de 700 000 Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948. Mais, ici, il ne s'agira pas directement de cette crise, même si, d'une certaine façon, toutes les crises qu'ont connues par la suite les Palestiniens au cours de leur histoire récente sont, de près ou de loin, des conséquences de cette crise majeure.

La recherche présentée dans ce texte est centrée sur la période que couvrent mes propres enquêtes de terrain, à savoir celles des années 1990 et 2000 au cours desquelles j'ai effectué plusieurs missions de recherche au Pérou et une en Palestine. Pendant de cette période, le Pérou et la Palestine ont connu des années de crises aiguës qui ont poussé un certain nombre de Palestiniens du Pérou à chercher refuge tantôt en Palestine tantôt au Pérou pour des raisons qui seront exposées plus loin, et donc à pratiquer une sorte de va-et-vient entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Pour rendre compte du va-et-vient existentiel des Palestiniens du Pérou – va-et-vient tout à la fois géographique et identitaire –, je pratiquerai pour ma part un va-et-vient méthodologique entre le Pérou et la Palestine et entre les contextes historiques récents de ces deux pays.

Une migration qui s'explique par une succession de crises

L'immigration des Palestiniens au Pérou date de la fin du XIX^e siècle. Elle est due à de multiples facteurs économiques, politiques et culturels, qu'il n'est pas possible d'évoquer dans le détail dans le cadre de cette contribution¹. Toutefois, il est important d'avoir à l'esprit qu'à l'origine de cette migration, on trouve la crise que vivent les minorités chrétiennes de l'Empire ottoman qui connaît depuis le milieu du XIX^e siècle un déclin de plus en plus accentué et qui se trouve confronté à la montée des nationalismes balkaniques et arabes. Face à ces menaces, le pouvoir ottoman renforce son contrôle et sa pression, notamment fiscale, sur les minorités chrétiennes, obligeant en particulier, à partir de 1856, les jeunes chrétiens à faire le service militaire, dont ils étaient exemptés jusque-là, et les envoyant sur le front des guerres qui ont lieu à cette époque aux marges de l'Empire, puis un peu plus tard pendant la première guerre mondiale. De très nombreuses familles chrétiennes du Liban et de Palestine, alors territoires ottomans, décident en conséquence de mettre leurs fils à l'abri en les faisant partir à l'étranger, hors des frontières ottomanes. Les Amériques étant à l'époque très ouvertes à l'immigration, beaucoup d'entre eux se dirigeront vers les pays de ce continent, certains d'entre eux s'installant finalement au Pérou.

Cette explication des origines de l'émigration des Palestiniens et des Libanais vers les Amériques est aujourd'hui relativisée par divers auteurs, à juste titre quand il s'agit d'évoquer les autres causes, économiques et politiques ; mais aussi de façon discutable quand les causes religieuses sont occultées. Pourtant, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, la quasi-totalité des immigrants du Proche-Orient dans les Amériques est effectivement formée de chrétiens, alors que ces derniers ne représentent qu'une petite minorité numérique dans ces territoires ottomans. Du reste, selon les

¹ Pour une connaissance plus approfondie de l'immigration des Palestiniens au Pérou et de ses causes, voir mon article paru en 2001.

sources de l'époque, c'était bien la principale explication de leur émigration que donnaient les chrétiens proche-orientaux dans les premiers temps de leur arrivée sur le continent américain². Aujourd'hui encore, dans la mémoire collective des descendants d'immigrants, telle que j'ai pu moi-même la recueillir dans divers entretiens ou telle qu'on peut la découvrir dans des écrits autobiographiques, cette évocation du recrutement forcé des jeunes chrétiens dans l'armée turque est souvent mise en avant. Certains vont même jusqu'à affirmer que les chrétiens étaient placés en première ligne dans les combats par les officiers turcs, comme « chair à canon » en quelque sorte.

Au Pérou, comme au Chili voisin, les Palestiniens sont originaires pour la plupart d'entre eux, de ce qu'on appelle parfois « le triangle chrétien », c'est-à-dire la micro-région formée par les trois bourgs chrétiens de Bethléem, Beit Jala et Beit Sahour, très proches les uns des autres³. Ces bourgs ont connu, depuis la fin du XIX^e siècle, une hémorragie de population, hémorragie qui s'est poursuivie et accentuée à chaque nouvelle crise qu'a connue tout au long du XX^e siècle la Palestine : occupation britannique à partir de 1917, montée du sionisme, partition de la Palestine, création de l'État d'Israël, guerres successives israélo-arabes, occupation et colonisation de la Cisjordanie par Israël, etc.

L'installation des immigrants palestiniens au Pérou est due à des circonstances conjoncturelles, comme ce fut aussi le cas au Chili et au Honduras. Les Palestiniens, dans les premiers temps de leur arrivée dans les Amériques, n'avaient pas de projet d'installation durable. Ils comptaient revenir en Palestine dès que les circonstances le permettraient. C'est pourquoi, ils privilégiaient une activité professionnelle qui favorisait la disponibilité et la mobilité dans l'éventualité d'un retour proche. Ils ont donc choisi le petit commerce qui avait l'avantage de permettre l'accumulation assez rapide d'un petit capital aisément transférable dans le pays d'origine en cas de retour. Pour exercer cette activité commerciale, ils ont cherché à saisir toutes les opportunités qui se présentaient. Or, au moment de leur arrivée en Amérique du Sud, dans le dernier quart du XIX^e siècle, le sud du Pérou connaissait une période de croissance économique due à ce qu'on a appelé alors « le boom de la laine ». Ce boom économique a favorisé les échanges économiques et a permis aux Indiens des Andes, propriétaires de troupeaux de moutons et d'alpagas, de disposer de ressources monétaires. Pour accompagner ces échanges économiques (exportation de la laine vers l'Angleterre, importation des tissus anglais), une ligne de chemin de fer, reliant la côte pacifique et le port de Mollendo aux villes des Andes du Sud (Arequipa, Puno, Juliaca, Sicuani, Cuzco), est construite dans cette période. Les Palestiniens ont en quelque sorte accompagné la construction du chemin de fer, s'installant dans les villes-gares comme commerçants et occupant rapidement une position prépondérante dans le petit commerce local.

Mais l'éclatement de la Guerre mondiale de 1914-1918 qui a des conséquences dramatiques en Palestine, provoquant presque une famine dans le pays, rend illusoire tout espoir de retour proche. Puis la période de l'entre-deux-guerres sera celle de toutes les incertitudes, n'incitant pas non plus les immigrants au retour. Les Palestiniens du Pérou, forts de leur réussite économique, vont donc commencer à envisager leur avenir dans ce pays et vont décider de rejoindre les grands centres urbains où l'activité économique est la plus intense. La plupart d'entre eux finiront, à partir des années 1930, par s'établir dans la capitale, Lima, centre névralgique de l'économie nationale, où ils

² En ce qui concerne le Pérou, voir le chapitre sur la « colonie palestinienne » de l'ouvrage d'Enrique Centurion Herrera, paru en 1924, p. 264. La seule explication de l'immigration des Palestiniens au Pérou avancée par l'auteur, d'après les témoignages qu'il avait pu recueillir, était précisément la fuite de l'oppression turque. Il faut préciser cependant que ce ne sont pas tous les chrétiens de Palestine qui décident d'émigrer à cette époque : une partie de la bourgeoisie chrétienne palestinienne, notamment des villes de la côte, avait fait le choix de l'allégeance au pouvoir ottoman.

³ Même si certaines viennent de Bethléem ou de Beit Sahour, la plupart des familles palestiniennes du Pérou sont originaires de Beit Jala, petite ville de 12 000 habitants qui jouxte Bethléem et qui compte le triple de sa population expatriée en Amérique latine (au Pérou, certes, mais beaucoup plus encore au Chili et au Honduras).

continueront à développer avec succès leurs entreprises commerciales, puis un peu plus tard industrielles.

Au cours de cette période, les Palestiniens se sont enracinés dans la société péruvienne. Beaucoup ont opté pour la nationalité péruvienne. Les mariages mixtes avec des Péruvien(ne)s se sont multipliés. Leur réussite économique favorise leur intégration et même leur ascension sociale. Ils sont de mieux en mieux acceptés socialement et de moins en moins considérés comme des étrangers. Ils se fondent insensiblement dans la société créole de la côte pacifique, dont ils ont adopté sans difficulté particulière la culture, ce qui ne les empêche pas de continuer à revendiquer leur identité palestinienne qu'ils ne jugent pas contradictoire avec l'identité péruvienne dans laquelle ils se reconnaissent de plus en plus (Cuche, 2000).

Malgré la partition de la Palestine et la création de l'État d'Israël en 1948, les Palestiniens du Pérou ont pu rester en contact avec les membres de leur famille demeurés au pays. Le « triangle chrétien » de Bethléem, Beit Jala et Beit Sahour étant situé en Cisjordanie, donc hors des frontières d'Israël, les visites aux parents sont restées possibles. La Cisjordanie, qui est alors annexée par la Jordanie, a été relativement épargnée par le conflit israélo-arabe. Toutefois, dans cette période, compte tenu de l'instabilité politique de la région, des frères, des cousins ou des neveux continuent, depuis le « triangle chrétien », à rejoindre leurs parents qui sont établis depuis longtemps au Pérou.

Mais, en 1967, la situation va complètement changer : Israël, après sa victoire dans la Guerre des six jours, occupe la Cisjordanie dont elle entreprend la colonisation. Le « triangle chrétien » se trouve progressivement plus ou moins encerclé par des colonies juives⁴. De plus, conséquence de la guerre, de nombreux Palestiniens, déplacés par le conflit, affluent dans les camps de réfugiés de la région de Bethléem⁵. La situation économique locale devient très problématique, poussant au départ, à leur tour, bon nombre d'habitants des trois bourgs. Par ailleurs, Israël verrouille les frontières de la Cisjordanie, désormais occupée, et interdit pratiquement tout retour, y compris provisoire, de Palestiniens de l'extérieur. Les visites familiales ne sont plus possibles pour les Palestiniens du Pérou, même quand ils ont la nationalité péruvienne. Des diplomates péruviens d'origine palestinienne, pourtant dotés de passeports diplomatiques, se voient eux aussi refuser l'entrée en Cisjordanie.

Dans ces conditions, les Palestiniens du Pérou perdent de plus en plus espoir dans l'éventualité d'un retour définitif dans leur pays d'origine. En conséquence, ils considèrent chaque jour davantage que leur avenir est désormais dans leur pays d'installation, le Pérou, où de fait ils sont désormais pratiquement perçus comme des Péruviens à part entière, au point de ne même plus être distingués des autres Péruviens, beaucoup de ces derniers ignorant jusqu'à leur présence dans le pays.

La crise politique et économique du Pérou (années 1980 et début des années 1990)

Les années 1980 ont été des années noires au Pérou. Elles ont eu des conséquences graves sur la société et sur l'économie péruviennes. Elles ont fortement ébranlé le système politique démocratique du pays.

⁴ La superficie de la commune de Beit Jala, en particulier, se trouve sensiblement réduite du fait de l'édification, à partir de 1970, de colonies de peuplement israéliennes sur ses terres agricoles, qui ont été confisquées de façon arbitraire.

⁵ Sur la commune de Bethléem, se trouvent les camps de réfugiés d'Azza (1 500 habitants) et de Dheisheh (plus de 10 000 habitants) qui y furent établis à la suite de la création d'Israël.

La reprise de la guérilla marxiste

Le Pérou, comme d'autres pays d'Amérique du Sud, avait connu dans les années soixante une première guérilla marxiste qui n'avait pas atteint une grande ampleur et qui avait été relativement éphémère. Au début des années 1980, on assiste à une reprise de la guérilla révolutionnaire dans les Andes centrales : dans la région d'Ayacucho, Abimaël Guzman, professeur de philosophie, fonde un mouvement marxiste, *Sendero Luminoso* (Sentier Lumineux), en adoptant une idéologie maoïste radicale.

Un autre groupe marxiste apparaît dans les mêmes années, le *Movimiento Revolucionario Tupac Amaru* (M.R.T.A.), qui mènera aussi des actions révolutionnaires, mais c'est surtout le « Sentier Lumineux » qui, rapidement, va représenter une grave menace pour l'État péruvien. Ce mouvement conduit des actions extrêmement violentes. Au début, il agit en province et en milieu principalement rural, intimidant les paysans indigènes et les obligeant à collaborer avec lui, sous peine d'exécution. Puis, dans un deuxième temps, il s'attaque aux grands centres urbains et développe le terrorisme jusque dans la capitale. Les attentats, les sabotages, les enlèvements d'entrepreneurs et de cadres, etc., se multiplient. On compte environ 25 000 victimes de la violence révolutionnaire.

Le Pérou se retrouve isolé. Le tourisme, qui constitue une des ressources économiques du pays, est paralysé. De grandes compagnies aériennes, dont Air France, suspendent pendant des années leurs vols à destination du Pérou en raison de l'insécurité. Lima a peur : les familles se méfient même de leurs employées domestiques d'origine indienne, la guérilla ayant son foyer dans les Andes, d'où viennent ces dernières.

De la crise politique à la crise économique

Tout au long des années 1980, le Pérou s'enfonce dans la crise. Celle-ci, qui était au départ essentiellement une crise politique avec une dimension militaire, entraîne progressivement une grave crise économique. Deux Présidents se succèdent à la tête de l'État, Belaunde Terry de 1980 à 1985, puis Alan Garcia de 1985 à 1990, sans réussir à éradiquer la guérilla maoïste qui ne cesse de s'étendre. Le terrorisme désorganise profondément l'économie. Sous la présidence d'Alan Garcia, l'inflation prend des proportions catastrophiques : le taux d'inflation atteint 1800 % en 1988, 2800 % en 1989 et 7600 % en 1990.

Beaucoup de Péruviens des classes moyennes et supérieures, surtout des entrepreneurs et des cadres, appauvris et inquiets pour leur sécurité, quittent alors le pays : certains partent dans des pays latino-américains, notamment au Chili, au Mexique, au Vénézuéla, d'autres choisiront les États-Unis. Parmi ces expatriés se trouvent des Péruviens issus de l'immigration palestinienne et libanaise : ils ne peuvent pas espérer se réfugier dans leur patrie d'origine car le Liban est alors en pleine guerre civile et la Palestine est occupée militairement par Israël.

L'élection à la présidence d'Alberto Fujimori (1990)

Contrairement à toute attente, Alberto Fujimori, fils d'immigrants japonais et professeur à l'Université d'agronomie de Lima, est élu Président de la République en 1990. Son élection est due en partie à l'effondrement des grands partis traditionnels qui se sont montrés incapables de résoudre la crise politique et économique.

Dès son élection, Fujimori met en place une lutte sans merci contre la guérilla. Il donne pratiquement les pleins pouvoirs à l'Armée pour en finir avec le « Sentier Lumineux ». Il encourage une stratégie de

terreur contre la terreur. Aux enlèvements pratiqués par les guérilleros répondent des disparitions d'individus organisées par les forces militaires ou para-militaires.

Sur le plan économique, Fujimori mène une politique ultra-libérale qui obtient quelques succès au niveau macro-économique au plan national, mais qui entraîne dans le chômage et la pauvreté bon nombre de personnes des classes moyennes et populaires. L'insécurité économique jointe à l'insécurité due à la violence armée pousse au départ de plus en plus d'individus. Un climat de « sauve qui peut » s'installe alors au Pérou. Des descendants d'immigrants japonais partent s'établir au Japon, comme des descendants d'immigrants italiens partent en Italie, profitant de la Loi de réintégration de la nationalité italienne, promulguée dans leur pays d'origine pour favoriser le retour des émigrants au moment où l'Italie a besoin de main-d'œuvre et devient un pays d'immigration. Le Pérou, quant à lui, devient au contraire un pays d'émigration.

Les méthodes de Fujimori, peu respectueuses de la légalité, suscitent une forte opposition au Congrès de la République de la part des parlementaires démocrates. Pour neutraliser cette opposition, le Président pratique en 1992 un coup d'État institutionnel (« *el autogolpe* », l'auto-coup d'État) : il suspend le Congrès et met en place un régime autoritaire en s'appuyant principalement sur l'Armée.

Cette même année 1992, Fujimori obtient un grand succès : Abimaël Guzman, le chef charismatique du Sentier Lumineux est capturé par les forces militaires. Ce n'est pas pour autant la fin de la guérilla maoïste, mais c'est un coup d'arrêt à son développement et c'est aussi une victoire symbolique d'importance.

Malgré tout, l'arbitraire de la répression militaire ne cesse pas. L'escalade de la violence, une violence de plus en plus aveugle, se poursuit. Les guérillas opèrent des coups de main de plus en plus audacieux et spectaculaires. Ainsi, par exemple, le MRTA, pour sa part, donne l'assaut, en plein Lima, à la résidence de l'ambassadeur du Japon au moment d'une réception officielle, faisant de très nombreux otages. Le dénouement se produira au bout de quelques jours grâce aux forces spéciales de l'Armée qui exécuteront sans autre forme de procès tous les guérilleros.

Malgré une réélection en 1995 et une autre en 2000, obtenues grâce à ses succès dans la lutte contre les guérillas, Fujimori connaîtra une fin de règne lamentable, sa présidence étant de plus en plus critiquée pour ses violations des Droits de l'Homme et pour le système de corruption qu'il avait mis en place. Et, finalement, à la suite de divers scandales, il préférera s'enfuir au Japon au lendemain de sa troisième élection.

Les Palestiniens du Pérou et les Accords d'Oslo

Si les Péruviens d'origine palestinienne connaissent au Pérou la terrible crise des années 1980, en revanche, dès le début des années 1990, ils voient s'esquisser un début de résolution de crise dans le conflit israélo-palestinien. En 1991, le Conseil National Palestinien, sorte de parlement en exil, qui est réuni à Alger et auquel participent des délégués palestiniens du Pérou, approuve le principe de négociations de paix entre l'OLP et Israël. La même année, la Conférence de Madrid amorce le processus de paix qui sera formalisé par les Accords d'Oslo, signés en 1993, qui sont censés définir les étapes de la création d'un État palestinien en mettant fin, en principe, à l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Le tournant des Accords d'Oslo et la perspective du retour en Palestine

Chez les Palestiniens de l'extérieur, et en particulier chez les Palestiniens du Pérou, les Accords d'Oslo suscitent un formidable espoir. La paix se profile à l'horizon et le retour en Palestine devient envisageable, ce retour que les immigrants palestiniens ont toujours considéré comme une option possible et dont ils ont tenu à transmettre le projet à leurs enfants. Fait significatif : l'organisation de jeunesse des Palestiniens du Pérou s'appelle « *Sanaud* », c'est-à-dire « retour » en arabe, comme s'il s'agissait d'inscrire cet objectif dans l'esprit des jeunes⁶. Désormais, l'éventualité d'un retour en Palestine est particulièrement vraisemblable pour les Palestiniens originaires du « triangle chrétien », puisque Bethléem et ses alentours immédiats font partie, selon les Accords, de la zone A, zone autonome de Palestine relevant exclusivement, en principe, de la nouvelle Autorité Palestinienne.

Au Pérou, comme ailleurs dans le monde, les Accords d'Oslo rendent leur fierté nationale aux Palestiniens. L'image internationale des Palestiniens, qui s'était dégradée, change complètement : la représentation du Palestinien comme « terroriste », dominante depuis les années 1960 dans les media, et notamment dans les media latino-américains sous influence des grandes agences de presse, notamment nord-américaines, s'efface. Le peuple palestinien est désormais perçu comme un peuple qui veut faire la paix. La nation palestinienne est maintenant reconnue au niveau international. Au Pérou, se dire publiquement « palestinien » redevient possible sans susciter la méfiance⁷.

Fait significatif de l'effet Oslo au Pérou : les relations entre la Représentation de l'OLP à Lima et l'Ambassade d'Israël deviennent presque bonnes, de même que s'améliorent sensiblement les relations entre la communauté palestinienne et la communauté juive du Pérou.

Les Palestiniens du Pérou fondent beaucoup d'espoir sur le processus de paix en cours au Proche-Orient et sur la création d'un État palestinien, qui inclura de toute façon, quelles qu'en soient les frontières définitives, le « triangle chrétien ». Ils imaginent qu'avec la paix, l'économie palestinienne connaîtra une forte croissance, ce qui ne peut qu'intéresser les hommes d'affaires que sont bon nombre d'entre eux. Du reste, l'OLP, puis l'Autorité Palestinienne qui administre désormais les Territoires, font appel de façon insistante aux investissements des entrepreneurs palestiniens de l'étranger pour permettre le développement économique de la Palestine.

Dans ce contexte, un certain nombre de Palestiniens du Pérou, qui subissent comme tous les Péruviens les conséquences de la crise politique et économique nationale, commencent à envisager sérieusement un retour dans la patrie d'origine, à l'instar d'autres Péruviens qui ont une ascendance étrangère. Ces retours vont prendre différentes formes, depuis le retour en principe définitif jusqu'au retour temporaire, qui peut lui-même se transformer en retour saisonnier. À l'analyse, il apparaît que les différents types de retours correspondent à différentes « générations » d'immigrants et qu'ils sont fonction de l'ancienneté des Palestiniens au Pérou. Pour présenter ces différents types de retours, je recourrai à l'étude de quelques cas significatifs.

⁶ Le retour dont il est question ici et dans la suite du texte ne participe pas de la question du « droit au retour » des réfugiés palestiniens, inscrite dans les Accords d'Oslo (ce droit au retour des réfugiés avait été reconnu dès 1948 par la résolution 194 de l'Assemblée Générale de l'ONU). En effet, les Palestiniens du Pérou sont des émigrants et non des « réfugiés », au sens juridique (international) du terme.

⁷ Au Pérou, beaucoup de Palestiniens sont des entrepreneurs commerciaux ou industriels, forcément très attentifs à leur image extérieure. Les critiques internationales contre certaines méthodes (attentats meurtriers, détournements d'avion, attaque contre des sportifs israéliens, etc.) de la résistance palestinienne les ont amenés à faire profil bas pendant de longues années. L'association qui réunit et représente les Palestiniens du Pérou, le *Club Union Arabe Palestino* (CUAP), avait même décidé, dans cette période, de supprimer toute référence à l'identité palestinienne dans son appellation officielle, devenant le *Club Union Arabe* (CUA). Depuis les Accords d'Oslo, l'appellation originelle a été rétablie.

Les retours (en principe) définitifs

Les Palestiniens qui, à la suite des Accords d'Oslo, décident de retourner définitivement en Palestine sont des immigrants de première génération au Pérou, qui connaissent bien la Palestine pour y avoir vécu au début de leur existence. Moins enracinés dans le pays d'accueil que les autres Palestiniens, descendants d'immigrants, ils peuvent penser leur retour autrement que comme une nouvelle immigration. Ils sont pourtant attachés au Pérou où ils ont déjà vécu de nombreuses années et dont ils ont acquis la nationalité. S'ils décident de quitter leur pays d'adoption, c'est principalement en raison de la crise très grave que celui-ci traverse et de l'insécurité qui y règne et qui affecte leurs entreprises commerciales. Paradoxalement, dans le contexte des Accords d'Oslo, la Palestine leur apparaît alors comme un refuge, un pays plus sûr, où ils vont retrouver leurs familles et où ils pensent pouvoir redémarrer une affaire commerciale.

À titre d'illustration de cette démarche de retour définitif, je présenterai le cas, particulièrement significatif, d'Isaac Zorob Mitre qui est rentré à Beit Jala peu de temps après les Accords d'Oslo. En 2004, à Lima, j'avais rencontré son neveu (de son âge), Michel Hodali Qattan, qui vit toujours au Pérou et qui m'avait parlé de lui et de sa réinstallation réussie en Palestine⁸. Il m'avait vivement incité à aller le voir de sa part dès que je pourrai aller en Cisjordanie. Quand je me suis rendu à Beit Jala en novembre 2009, j'ai pu le retrouver et m'entretenir en espagnol avec lui à son domicile. Il m'a longuement raconté l'histoire de sa migration et de son retour⁹.

Isaac Zorob appartient à une vieille famille chrétienne de Beit Jala, dont une branche, les Mitre, est établie au Pérou depuis des générations. Lui-même a quitté très jeune Beit Jala. Il a d'abord travaillé quelque temps en Irak et au Koweït, puis il a immigré aux États-Unis et ensuite en République Dominicaine. Finalement, il a rejoint les membres de sa famille installés à Lima, au Pérou, où il est resté onze ans. Il a acquis la nationalité péruvienne. Il dit s'être beaucoup plu au Pérou, mais l'insécurité dans ce pays et, à l'opposé, les perspectives de paix en Palestine l'ont convaincu de rentrer sans plus attendre à Beit Jala.

À Beit Jala, peu de temps après son arrivée, I. Zorob ouvre un restaurant qu'il appelle *El Pollo* (Le Poulet). L'enseigne en espagnol fait évidemment référence au Pérou et, en particulier, aux restaurants péruviens traditionnels qui proposent du « *pollo a la brasa* » (poulet rôti à la broche). Dans son restaurant, I. Zorob propose régulièrement de la cuisine péruvienne, au moins une fois par semaine. Dans la salle, il a accroché au mur un grand drapeau péruvien¹⁰, ainsi que divers tableaux représentant des scènes d'Amérique du Sud. Et, fréquemment, il diffuse de la musique péruvienne ou latino-américaine. Autrement dit, I. Zorob a recréé un « petit Pérou » en plein cœur de Beit Jala.

Le succès est immédiat. Se pressent au restaurant tous les Palestiniens, et pas seulement ceux de Beit Jala, qui, après avoir immigré au Pérou, sont revenus en Palestine. Et, fait plus surprenant, viennent aussi se restaurer à *El Pollo* de nombreux Juifs péruviens qui font au même moment leur *alya* en Israël. Le restaurant devient vite un lieu de rendez-vous pour tous les Péruviens de nationalité de la région,

⁸ Entretien du 6 avril 2004, à Lima, au Café-restaurant palestinien « Lashesh ».

⁹ Entretien du 6 novembre 2009, à Beit Jala.

¹⁰ D'autres restaurateurs de Beit Jala, de retour eux aussi d'Amérique latine, font de même, manifestant eux aussi de cette façon leur forte identification à leur pays d'immigration. Cette interprétation me semble confirmée par la réponse, en espagnol, du patron d'un café-restaurant de Beit Jala, qui avait lui-même immigré au Chili (pays de forte immigration palestinienne) avant de revenir en Palestine, à un client chilien qui s'étonnait de trouver un grand drapeau chilien au mur de son café : « *Es la bandera de mi país, huevon !* » (« C'est le drapeau de mon pays, couillon ! »).

Beit Jala, qui connaît depuis plus d'un siècle une forte émigration vers les Amériques, a vu un certain nombre d'émigrants revenir, ce qui explique que beaucoup d'habitants de ce bourg comprennent et parlent occasionnellement l'espagnol.

qu'ils soient d'origine palestinienne ou d'origine juive. Dans le restaurant, tous fraternisent car ils se retrouvent entre *paisanos*, compatriotes du Pérou. Dans le contexte des Accords d'Oslo, cette fraternisation, facilitée par une certaine nostalgie du pays qu'ils ont quitté, est rendue possible. Les frontières ethniques et religieuses locales s'effacent devant le lien très fort qui les unit tous au Pérou. L'identité péruvienne commune transcende, dans l'espace et le temps du restaurant, les identités juive et palestinienne. D'une certaine façon, fréquenter *El Pollo*, c'est pour tous ces clients, péruviens de nationalité, réaliser symboliquement un retour sentimental au Pérou.

La renommée du restaurant a donc dépassé rapidement les frontières de la Cisjordanie et elle va s'étendre jusqu'à Tel Aviv, ville qui ne manque pourtant pas de restaurants. De Tel Aviv, de nombreux diplomates latino-américains font fréquemment le déplacement à Beit Jala pour aller manger dans ce restaurant. Il faut préciser qu'en Amérique latine, la cuisine péruvienne est très réputée. Le restaurant connaît donc un grand succès et ne désemplit pas. L'écho de ce succès est parvenu jusqu'à Lima, provoquant la fierté de la communauté palestinienne.

Dans les premières années de son retour, Isaac Zorob envisage donc son avenir en Palestine avec confiance. Il décide alors de fonder une famille et se marie avec une compatriote de Beit Jala, qui, quant à elle, n'a jamais quitté la Palestine. Ils auront trois enfants.

Les retours temporaires de réappropriation de la terre

Les Palestiniens du Pérou qui décident de rentrer définitivement en Palestine sont peu nombreux. Par contre, nombreux parmi eux sont ceux qui veulent profiter de l'embellie du processus de paix pour revenir temporairement dans leur patrie originelle pour resserrer des liens familiaux et aussi pour réaffirmer leur droit de propriété sur des biens fonciers. Au-delà de la question juridique du droit de propriété, l'enjeu pour eux est sans doute tout autant d'affirmer leur identité palestinienne à travers la matérialisation de leur lien à la terre palestinienne et leur ré-enracinement dans cette terre.

C'est le cas, notamment, de Raul Abugattas, qui fera plusieurs voyages en Palestine dans ce but. Je l'ai rencontré à Lima en 2004¹¹. Son témoignage est particulièrement intéressant. Il appartient à l'une des plus anciennes et des plus grandes familles palestiniennes du Pérou. Lui-même est né au Pérou d'un père né à Beit Jala. De profession, il est ingénieur civil. Vers l'année 1980, il effectue un premier voyage à Beit Jala : du fait qu'il est né au Pérou et qu'il a la nationalité péruvienne, il arrive à obtenir un visa de séjour de la part des autorités israéliennes. Il veut découvrir la terre de Palestine et les terres de sa famille, que ses parents lui avaient décrites comme étant de « très bonnes terres ». Sa famille possédait 90 000 m². Arrivé à Beit Jala, il constate que, à la suite de l'occupation de la Cisjordanie après la guerre de 1967, 40 % de ces terres ont été annexées par Israël, de façon totalement illégale au regard du droit international, pour permettre l'extension du « Grand Jérusalem » et la construction de la colonie urbaine de Gilo¹². Il compare cette annexion aux invasions de terrains à la périphérie de Lima par des personnes sans domicile pour y construire leur logement : dans les deux cas, c'est la politique du fait accompli, en toute illégalité. Il se sent alors complètement impuissant à faire valoir ses droits de propriété et rentre au Pérou.

Les Accords d'Oslo vont lui faire reprendre espoir. Après ceux-ci, il entreprend donc un deuxième voyage à Beit Jala dans le but d'obtenir la reconnaissance de ses droits fonciers. Il rencontre à Ramallah l'ancien représentant de l'OLP à Lima, qui l'engage à entreprendre une action judiciaire.

¹¹ Entretien du 20 avril 2004, à Lima, au *Club Union Arabe Palestino*.

¹² Gilo est un quartier de colonisation du « Grand Jérusalem », habité par 30 000 colons israéliens et entièrement construit sur des terres agricoles de la commune de Beit Jala, expropriées par Israël, en violation absolue des résolutions de l'ONU.

Pour augmenter ses chances de succès, il prend contact avec un avocat israélien : celui-ci est un Juif péruvien d'origine, un compatriote en quelque sorte, qui lui avait été recommandé, avant son départ pour Beit Jala, par l'ambassadeur d'Israël au Pérou. L'avocat dépose en son nom à Jérusalem un dossier de recours. Ce qu'espère Raul Abugattas, c'est une reconnaissance de ses titres de propriété et une indemnisation du préjudice subi, du fait de la confiscation de ses terres. La procédure risquant d'être longue, il rentre à Lima.

Finalement, en l'an 2000, juste avant le déclenchement de la seconde *Intifada*, il décide de faire un troisième voyage à Beit Jala pour se rendre compte de l'état d'avancement de la procédure. Mais il ne peut que constater qu'elle ne progresse pas et qu'elle est même bloquée. Fait inattendu¹³ : au cours de ce voyage, Raul Abugattas est arrêté par la police de l'Autorité Palestinienne et il est emprisonné. Les représentants de l'Autorité ont eu connaissance de ses démarches : il est accusé de vouloir vendre des terres palestiniennes à Israël, ce qui équivaut en droit palestinien à un acte de trahison. En réalité, ce qu'il recherchait c'était une simple indemnisation. Finalement, grâce à l'intervention d'Isaac Zorob, qui agissait comme relais en Cisjordanie du Consulat du Pérou, il sera libéré au bout de quelques jours, sa bonne foi ayant été finalement reconnue. Dépité et amer, il décide alors de ne pas prolonger son séjour en Palestine et de rentrer au Pérou. Cette affaire connaîtra un grand retentissement dans la communauté palestinienne du Pérou, la famille Abugattas étant très respectée au sein de la communauté.

Les retours réguliers, « saisonniers », pour réactiver les liens familiaux

Depuis l'occupation de la Cisjordanie par Israël et jusqu'aux Accords d'Oslo, il était extrêmement difficile pour les Palestiniens du Pérou de se rendre en Palestine, les autorités israéliennes ne délivrant que très peu de visas aux Palestiniens de l'extérieur. Mais, après Oslo, la situation change et les séjours en Palestine se multiplient. Pour les Péruviens d'origine palestinienne, il s'agit surtout de resserrer les liens familiaux, de se réinsérer dans le tissu social local pour, ainsi, confirmer aux yeux de tous leur identité palestinienne.

Certains de ces séjours familiaux prennent la forme de retours réguliers, « saisonniers », pourrait-on presque dire. C'est surtout le fait de quelques familles aisées du Pérou. Un cas particulièrement significatif est celui de la famille Mitre qui passe tous les ans trois mois à Beit Jala. En quelque sorte, les Mitre prennent leurs « quartiers d'été » en Palestine, passant l'été péruvien (qui correspond en réalité à l'hiver palestinien), de fin décembre à fin mars, à Beit Jala. Ils arrivent à Beit Jala, bourg qui jouxte Bethléem, juste avant Noël : pour les Palestiniens chrétiens du Pérou, passer les fêtes de Noël chez eux, dans le « triangle chrétien » de Bethléem, est hautement symbolique.

La famille Mitre organise chaque année son séjour à Beit Jala avec le plus grand soin. Une bonne partie de son personnel de maison de Lima la précède à l'aller, pour préparer la maison de Beit Jala avant son arrivée, et repart après elle à la fin du séjour pour pouvoir ranger la maison. La régularité saisonnière et la durée de ce séjour autorisent à dire que les Mitre partagent leur existence entre le Pérou et la Palestine, qu'ils considèrent comme leurs deux pays d'appartenance, se revendiquant tout à la fois péruviens et palestiniens.

¹³ La suite, ce n'est pas lui qui me l'a rapportée mais son frère, le Docteur German Abugattas, avec qui je me suis entretenu à Mollendo où il réside (entretien du 18 avril 2004).

Une nouvelle crise majeure : la seconde *Intifada*

Les espoirs qu'avaient suscités les Accords d'Oslo vont assez rapidement se révéler en grande partie illusoires. En Palestine, pour différentes raisons, la situation se détériore progressivement : la colonisation israélienne se poursuit en Cisjordanie et à Jérusalem ; des massacres de Palestiniens sont perpétrés par les colons ; les attentat-suicides de jeunes Palestiniens se multiplient ; en 1995, l'assassinat d'Yitzhak Rabin, de même que la Guerre du Sud Liban, renforcent le camp des « faucons » en Israël ; bon nombre de dispositions des Accords d'Oslo sont sans cesse reportées à plus tard par Israël sous différents prétextes. Dès 1997, le processus de paix apparaît moribond. Le sommet de Camp David, du 11 au 25 juillet 2000, organisé à l'initiative du Président Clinton pour relancer le processus de paix, s'achève par un échec.

Finalement, le conflit armé reprend fin septembre 2000, à la suite de la répression sanglante par les forces israéliennes de la manifestation pacifique de l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, le 29 septembre 2000 (sept morts et des dizaines de blessés), le lendemain de la visite provocatrice d'Ariel Sharon sur l'Esplanade. Devant l'impasse de la situation, l'échec des négociations de Camp David et le non-respect de ses engagements par Israël, des groupes armés palestiniens déclenchent la seconde *Intifada*.

Les conséquences pour les Palestiniens du Pérou résidant en Palestine

Pour les Palestiniens du Pérou la détérioration de la situation signifie la fin du rêve de retour. Pour ceux qui avaient déjà fait cette démarche du retour et qui résident désormais en Palestine, se pose la question de savoir s'il faut partir, et retourner au Pérou, ou rester en attendant des jours meilleurs. Le retour au Pérou devient, de fait, une option raisonnable à partir de 1995 environ, car la situation s'améliore sensiblement dans ce pays : sur le plan sécuritaire, le terrorisme est très affaibli ; sur le plan économique, l'inflation est pratiquement jugulée et la croissance repart.

Les Palestiniens du Pérou présents en Palestine supportent très mal la reprise du conflit armé en 2000. Contrairement aux Palestiniens de l'intérieur, ils n'ont pas l'expérience d'une existence confrontée en permanence à un conflit ouvert. Ils avaient quitté le Pérou en raison de l'insécurité qui y régnait ; en Palestine où ils étaient venus chercher la sécurité, ils se retrouvent en insécurité. Pour ceux qui vivent à Beit Jala, la situation est particulièrement pénible car cette ville se retrouve en première ligne dans les affrontements armés. Aux tirs sporadiques, depuis Beit Jala, contre la colonie de Gilo toute proche, perpétrés par de jeunes combattants palestiniens plus ou moins incontrôlés, l'armée israélienne répond à la mitrailleuse lourde et au canon, provoquant des dégâts très importants et détruisant des maisons particulières à Beit Jala.

Le conflit ne cessant de s'aggraver, Israël procède à un déploiement massif d'unités militaires et de blindés en Cisjordanie en juillet 2001. Un raid d'hélicoptères sur une maison de Bethléem tue quatre membres du Hamas, provoquant la riposte des Palestiniens qui tirent au mortier sur Gilo depuis Beit Jala. Du coup, les hélicoptères mitraillent Beit Jala à son tour. Le 28 août, des chars et des parachutistes israéliens entrent dans Beit Jala et occupent la ville pendant plus de quarante-huit heures. En octobre, l'occupation militaire de Bethléem durera deux semaines, en représailles des tirs sur Gilo. C'est l'escalade que plus rien ni personne n'arrive à entraver. L'épisode le plus grave de ces affrontements armés se produira en avril 2002 quand l'armée israélienne réoccupera Bethléem, imposant un strict couvre-feu et un sévère blocus à la ville, et menant un long siège, qui durera trente-neuf jours, de l'Église de la Nativité dans laquelle s'étaient réfugiés des combattants palestiniens. Les conséquences de ces réoccupations fréquentes et intempestives de l'armée israélienne sont dramatiques pour la

population de Bethléem et de Beit Jala qui s'enfoncent dans une crise économique sans précédent : beaucoup de familles sont ruinées, 70 % des personnes en âge de travailler sont au chômage, les employés municipaux ne sont plus payés, la mairie elle-même n'ayant plus de ressources, les faillites d'entreprise se multiplient, en particulier d'entreprises commerciales qui vivaient du tourisme religieux, etc.

Dans ces circonstances, un certain nombre de Palestiniens, revenus du Pérou, feront le choix du retour au Pérou, pays qu'ils considèrent toujours comme leur seconde patrie et où ils ont encore de la famille. Ils quittent Beit Jala du fait de l'échec des accords de paix, du climat de guerre et d'insécurité, de la sévère crise économique, mais aussi parce qu'ils n'ont pas retrouvé le Beit Jala d'avant leur première immigration au Pérou. Le « triangle chrétien » de Bethléem, Beit Jala et Beit Sahour était, avant le conflit israélo-palestinien, presque exclusivement chrétien, d'où cette appellation. Mais l'arrivée de réfugiés musulmans a sensiblement modifié la composition de la population de ces villes, surtout de Bethléem¹⁴. Et, la montée de l'islamisme politique, actif aussi localement, a contribué à inquiéter les chrétiens. Les Palestiniens d'Amérique latine, de retour à Beit Jala, sont particulièrement critiques à l'égard des musulmans. Ils ont du mal à cohabiter avec eux, sans doute plus que leurs parents qui n'ont jamais quitté Beit Jala et qui ont l'expérience de cette cohabitation, déjà ancienne pour ces derniers. Beit Jala a changé et eux aussi ont changé. Ces Palestiniens d'Amérique latine sont devenus quelque peu latino-américains et ils réagissent en partie en Latino-américains. Certains d'entre eux accusent les islamistes de provoquer Israël et d'être ainsi à l'origine des tirs sur Beit Jala et de la réoccupation militaire du « triangle chrétien ». Ils se sentent piégés, menacés tout à la fois par l'islamisme radical et par l'agression militaire israélienne. Et, finalement, beaucoup préfèrent repartir au Pérou ou dans les autres pays d'Amérique latine d'où ils étaient revenus.

Dans ce contexte de crise aigüe, que sont devenus les Palestiniens du Pérou dont les cas ont été présentés plus haut ? Pour répondre à cette question, je vais reprendre un par un les cas exposés ci-dessus mais dans un ordre inversé.

Le cas de la famille Mitre

La reprise du conflit armé entre Israël et la Palestine a rendu impossible, au moins pour un certain temps, les retours « saisonniers » à Beit Jala. Comme la plupart des familles palestiniennes revenues au Pérou, la famille Mitre a repris sa vie sociale à Lima et se concentre sur ses affaires au Pérou.

Devant l'impossibilité d'un retour, même temporaire, en Palestine, certaines familles palestiniennes du Pérou voyagent tout de même en Jordanie, pays dans lequel la présence palestinienne est très importante, ce qui leur permet d'avoir le sentiment de rester au contact de la Palestine et de se retrouver au milieu de Palestiniens et en milieu palestinien. Pour ces familles, il s'agit donc d'une forme alternative de « ressourcement ».

¹⁴ Avant la création de l'État d'Israël en 1948 et l'arrivée massive de réfugiés palestiniens, 90 % de la population de Bethléem était chrétienne. Aujourd'hui, les chrétiens ne représentent plus que 35 % des 60 000 habitants de la ville. Par contre, à Beit Jala, sur 12 000 habitants, on compte 10 000 chrétiens et 2 000 musulmans (ce sont les mêmes chiffres pour Beit Sahour). À Bethléem, le maire est chrétien par décret présidentiel, renouvelé à chaque élection municipale, pour maintenir la particularité historique de cette ville. Le conseil municipal comprend actuellement huit élus chrétiens et sept élus musulmans, dont certains sont membres du mouvement islamiste du Hamas.

Le cas de Raul Abugattas

Raul Abugattas a perdu tout espoir de faire reconnaître ses droits sur les terres qui appartenaient à sa famille¹⁵. Les bombardements israéliens sur Beit Jala ont mis fin à ses illusions : en effet, ces bombardements ont détruit une partie des bâtiments de la Mairie et les registres publics dans lesquels étaient consignés les titres de propriété ont eux aussi été détruits.

Il décide donc de se recentrer sur ses activités au Pérou, et notamment sur ses fonctions de maire de la station balnéaire de Santa Maria del Mar. Cette station balnéaire est devenue le lieu de rendez-vous estival des familles palestiniennes de Lima depuis les années 1960. Située à environ 50 km de la capitale, c'est une station coquette dans laquelle beaucoup de Palestiniens ont acheté ou louent des villas pour pouvoir y passer l'été. Ils sont tellement nombreux à s'y retrouver tous les étés qu'ils l'ont rebaptisée entre eux avec humour « Beit Jala Beach », car ils s'y sentent chez eux et y développent une vie communautaire intense. Et c'est du reste cette forte présence palestinienne à Santa Maria del Mar qui explique que Raul Abugattas en ait été élu maire. En quelque sorte, les Palestiniens de Lima considèrent « Beit Jala Beach » comme un petit coin de Palestine au cœur du Pérou.

Depuis son dernier retour de Palestine, Raul Abugattas n'a eu de cesse de renforcer les liens entre Beit Jala et Santa Maria del Mar. Il prépare et finit par réaliser un jumelage entre les deux communes, à la satisfaction générale de tous les Palestiniens originaires de Beit Jala, c'est-à-dire la grande majorité des Palestiniens du Pérou. Et il fait tout son possible pour faire venir au Pérou le maire de Beit Jala pour célébrer ce jumelage. Mais, pour cela, il devra attendre quelques années, compte tenu des difficultés qu'ont les Palestiniens de Cisjordanie pour voyager à l'étranger. Finalement, la visite du maire de Beit Jala à Santa Maria del Mar aura bien lieu et donnera lieu à de joyeuses festivités entre Palestiniens.

Le cas d'Isaac Zorob

Pour Isaac Zorob, patron du restaurant « *El Pollo* », la reprise du conflit armé entre Israël et la Palestine a eu des conséquences catastrophiques : elle l'a pratiquement ruiné¹⁶. La clientèle de son restaurant n'était plus au rendez-vous. Les clients juifs et latino-américains qui venaient d'Israël, et en particulier de Tel Aviv, se sont faits de plus en plus rares du fait des difficultés de circulation dues aux contrôles et aux barrages militaires, ainsi que de l'insécurité. Et même de Cisjordanie, on venait de moins en moins au restaurant car la population connaissait des difficultés économiques de plus en plus critiques.

Le nouveau climat de guerre fait que Juifs et Palestiniens du Pérou, présents sur place, ne fraternisent plus. L'identité péruvienne commune n'est plus assez forte pour abolir les frontières ethniques locales entre Juifs et Arabes originaires du Pérou. Bien au contraire, les frontières politiques, de nouveau contrôlées militairement de façon très stricte, durcissent et figent les frontières ethniques.

Finalement, après avoir tenté de résister le plus longtemps possible, en 2006, Isaac Zorob est obligé de fermer son restaurant et de le céder à bas prix à un acquéreur, ce dernier ne lui conservant pas son caractère particulier. La mort dans l'âme, il décrochera des murs de son restaurant les tableaux d'Amérique latine, ainsi que le drapeau du Pérou.

Pourtant, Isaac Zorob poursuit son rôle de trait d'union entre le Pérou et la Palestine. Étant donné que son restaurant était un lieu de rassemblement des Péruviens de Palestine, l'Ambassade du Pérou,

¹⁵ Entretien du 20 avril 2004 à Lima.

¹⁶ Entretien du 6 novembre 2009 à Beit Jala.

située à Tel Aviv, en Israël, lui confie une sorte de mission consulaire : il fait fonction officieusement, en quelque sorte, de Consul du Pérou en Cisjordanie auprès des Palestiniens de Cisjordanie qui disposent d'un passeport péruvien. Ces derniers ne pouvant pas se déplacer à Tel Aviv, en raison du conflit, des barrages et de la réglementation israélienne en vigueur, il est chargé de s'occuper des problèmes administratifs de ses compatriotes (péruviens)¹⁷ en rapport avec leur nationalité péruvienne. Pour cela, l'Ambassade du Pérou lui obtient un droit de passage pour se rendre régulièrement en Israël et, en particulier, à Tel Aviv. Il est donc en contact permanent avec l'Ambassade du Pérou et se rend fréquemment à Tel Aviv.

Mais en 2009, Isaac Zorob perd son autorisation de circuler librement en Israël. Les autorités israéliennes la lui retirent car elles lui reprochent d'avoir donné une interview à un journal étranger dans laquelle il critiquait la puissance occupante. Du coup, il se retrouve lui aussi, comme tous les Palestiniens, « enfermé » dans les territoires palestiniens, ne pouvant pratiquement plus se déplacer. Il se dit profondément découragé. Et il n'a plus qu'une idée en tête : repartir le plus tôt possible au Pérou avec toute sa famille, le Pérou « où il fait bon vivre », ajoute-t-il. Il voudrait acheter un restaurant à Lima mais ses moyens sont très limités. Au cours de l'entretien, il me demande même ce que coûte actuellement un restaurant là-bas, ce que je suis bien incapable de lui dire. Récemment, il a failli répondre à une petite annonce commerciale qui informait de la vente d'un restaurant à Santiago du Chili. Les propriétaires étaient des Palestiniens du Chili qui prenaient leur retraite et qui tenaient à céder le fonds à un Palestinien. Mais, renseignement pris, la somme demandée était trop importante pour lui. À la fin de notre entretien, il m'assure qu'au plus tard dans un an il sera retourné au Pérou¹⁸. Car, selon lui, il n'y a aucun avenir en Palestine, surtout pour ses enfants.

Quelles perspectives aujourd'hui pour les Palestiniens du Pérou ?

Aujourd'hui, les Palestiniens du Pérou n'imaginent plus leur avenir en Palestine. Ils ont perdu totalement confiance dans le processus de paix. Ils se montrent de plus en plus hostiles à l'État d'Israël. Leur radicalisation les amène à porter des jugements de plus en plus sévères sur les Juifs en général. Si l'histoire et les conditions de leur expatriation en Amérique latine, qui avait commencé à la fin du XIX^e siècle et qui était due à la domination ottomane, les distinguaient des réfugiés des guerres israélo-arabes, qui ont vécu une autre histoire et possèdent d'autres caractéristiques sociales, et auxquels ils ne s'identifiaient pas jusqu'à l'occupation de la Cisjordanie en 1967, aujourd'hui la politique israélienne de colonisation et d'occupation des Territoires palestiniens – qui rend tout retour définitif inenvisageable – les a rapprochés de ces réfugiés dans un même sentiment d'exil par rapport à la patrie originelle.

Le Pérou ayant retrouvé la stabilité politique et la croissance économique, les Palestiniens se concentrent de plus en plus sur leurs affaires au Pérou et s'investissent toujours davantage dans la vie publique péruvienne. Certains d'entre eux prennent une part de plus en plus active à la vie politique péruvienne, se portant candidats et se faisant élire dans des élections locales, régionales et même nationales, ou accédant à des fonctions ministérielles. Le mouvement avait été amorcé dans les années 1980, mais il prend une ampleur particulière à partir des années 2000. En 2009, l'un des leurs, Yehude

¹⁷ En 2009, au moment de mon entretien avec Isaac Zorob, il y avait encore, d'après ce dernier, 17 Palestiniens de nationalité péruvienne à Beit Jala, 35 à Ramallah et 23 ailleurs en Cisjordanie.

¹⁸ Lors de mon dernier séjour au Pérou, en novembre 2011, j'ai constaté qu'Isaac Zorob n'avait pas réalisé son projet de retour au Pérou et qu'il résidait toujours à Beit Jala. D'après des Palestiniens qui le connaissent et que j'ai rencontrés à Lima, il n'a pas suffisamment d'argent pour revenir s'installer au Pérou avec sa famille. À cette raison, s'ajoute aussi, sans doute, le fait que son frère, qui vivait à Lima, est décédé il y a quelque temps.

Simon, fils d'un immigrant palestinien de Beit Jala, jusqu'alors Président de la Région de Lambayeque, est nommé Premier Ministre. Et, en 2011, au lendemain des élections présidentielles et législatives, des Péruviens d'origine palestinienne occupent des postes politiques de premier plan : Daniel Abugattas est élu Président du Congrès de la République (l'Assemblée nationale), Yehude Simon en est élu Vice-Président, Omar Chehade est nommé Vice-Président de la République. Leur très forte implication dans la politique péruvienne ne signifie pas pour autant qu'ils se désintéressent de la question politique palestinienne¹⁹. Daniel Abugattas profite même du prestige de sa fonction officielle pour faire, en septembre 2011, une déclaration publique très dure et fort peu diplomatique contre l'Etat d'Israël à propos de sa politique de colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie. Et, au Congrès, il met en place un groupe d'amitié Pérou-Palestine.

D'une façon générale, les Palestiniens du Pérou restent très attachés à la cause palestinienne et très attentifs à ce qui se passe en Palestine. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment à la télévision par satellite ou par câble et à internet, ils sont mieux informés actuellement qu'autrefois sur l'actualité de leur patrie d'origine. Et, même s'ils n'envisagent plus un retour définitif en Palestine, ils maintiennent toujours des liens étroits avec leurs parents vivant en Cisjordanie.

Conclusion

Chaque crise nationale, que ce soit au Pérou ou en Palestine, réactive chez les Palestiniens du Pérou leur position d'« hommes marginaux », au sens que Robert Park donnait à cette notion (Cuche, 2009), participant de deux univers très différents, l'univers péruvien et l'univers palestinien. Ils ne peuvent pas choisir entre les deux, ils ne veulent pas choisir entre les deux, chacun des deux constituant un refuge possible en cas de crise majeure dans l'autre.

Avec la migration des Palestiniens au Pérou, on peut considérer qu'il s'est formé un « espace migratoire » spécifique, incluant la Palestine et le Pérou qui constituent les deux pôles de cet espace, chaque pôle étant envisagé comme un lieu possible de résidence selon les circonstances politiques et économiques. Mais, par contre, il n'est pas possible de parler de « circulation migratoire », au sens strict de cette notion, entre la Palestine et le Pérou, étant donné que les déplacements des Palestiniens entre ces deux pays sont soumis à des aléas politiques qui les rendent extrêmement difficiles et donc rares.

Les Palestiniens du Pérou sont aujourd'hui en situation de « diaspora » (Cuche, 2005). Ils sont profondément ancrés au Pérou, ils se sentent pleinement péruviens et, en même temps, ils n'entendent pas renoncer à leur identité palestinienne. Avec le temps, ils se sont construit une identité mixte, palestino-péruvienne. Toutes sortes de liens, informels ou institutionnels, les relient aux autres Palestiniens de Palestine et de la diaspora, sans que cela diminue en quoi que ce soit leur participation active à la vie économique, sociale et politique du Pérou.

¹⁹ Daniel Abugattas est membre de la *Federacion Palestina del Peru*, qui est une association nationaliste. Omar Chehade en a été le Président dans le passé et fait toujours partie de son comité directeur.

Références

- Bontemps, Véronique et Signoles, Aude (2012). *Vivre sous occupation. Quotidiens palestiniens*, Paris, Ginkgo.
- Centurion Herrera, Enrique (1924). *El Peru actual y las colonias extranjerias, 1821-1921*, Instituto Italiano d'Arti Graviche.
- Cuche, Denys (2000). « Des *turcos* aux *criollos* arabes du Pérou Les immigrants proche-orientaux et la culture créole péruvienne », in J. Bernabé, J.L. Bonniol et al. (dir.), *Des îles créoles aux sociétés plurielles. Mélanges offerts à Jean Benoist*, Petit-Bourg (Guadeloupe), Ibis Rouge Editions/Presses Universitaires Créoles, pp. 267-276.
- Cuche, Denys (2001). « Un siècle d'immigration palestinienne au Pérou. La construction d'une ethnicité spécifique », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, (17) 3, pp. 87-118.
- Cuche, Denys (2005). « Entre assimilation et diasporisation : les immigrants d'origine palestinienne au Pérou », in L. Anteby-Yemini, W. Berthomière et G. Sheffer (dir.), *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 457-467.
- Cuche, Denys (2009). « 'L'homme marginal' : une tradition conceptuelle à revisiter pour penser l'individu en diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, (25) 3, pp. 13-31.
- Groupe de Tourisme Alternatif (ONG), (2007). *Palestine et Palestiniens*, Beit Sahour (Cisjordanie), A.T.G., (2^{ème} éd.).
- Laurens, Henry (2007). *La question de Palestine. Tome 3 : L'accomplissement des prophéties (1947-1967)*, Paris, Fayard.
- Laurens, Henry (2010). *La question de Palestine. Tome 4 : Le rameau d'olivier et le fusil du combattant (1967-1982)*, Paris, Fayard.
- Rey, Alain (dir.) (1998). *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert, 3 tomes. Entrée « Crise », tome 1, p. 952.
- Sallenave, Danièle (1998). *Carnet de route en Palestine occupée*, Paris, Stock.
- Sanbar, Elias (2010). *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, Paris, Plon.